la cause du peuple

nouvelle édition

N°7 Mai 2011

Le journal du Front Révolutionnaire Anticapitaliste Antifasciste et Populaire

Face au défi, relevons les manches !

La nouvelle année s'est ouverte sur un approfondissement de la lutte des classes au niveau mondial et de la montée sans précédent du fascisme moderne dissimulé derrière le masque de la démocratie.

l'éditorial

Ce double approfondissement s'accompagne en ce qui nous concerne de la préparation des élections de 2012 par les états-majors politiques.

Comme nous l'avons souligné dans le N° 6 de la CDP d'Avril, le soulèvement des peuples arabes a redonné espoir à tous les peuples qui subissent la dictature fasciste des « chiens de garde » de l'impérialisme, particulièrement en Afrique. Ce soulèvement ouvre de nouvelles perspectives révolutionnaires, non seulement pour les peuples opprimés d'Afrique, mais aussi pour la révolution mondiale.

Faute d'organisation révolutionnaire à la tête du soulèvement malgré un fort mouvement populaire regroupant la classe ouvrière et les masses populaires, la petite bourgeoisie, les diplômés sans emploi, la démocratie nouvelle pour le peuple n'a pas encore vu le jour. Les forces de gauche et les forces révolutionnaires ayant été écrasées par les « chiens de garde » pour le compte de l'impérialisme (dans le cas de la Tunisie, par l'impérialisme français).

Aussi, la bourgeoisie de ces pays a réussi à reprendre la main, appuyée par l'impérialisme. En Egypte, l'armée contrôle la situation tout en promettant des réformes. En Tunisie, il doit y avoir des élections en Juillet ; il y a un Front regroupant plusieurs partis, dont l'objectif est de faire une nouvelle constitution, d'établir une démocratie bourgeoise. Cela ne va pas à l'encontre des intérêts impérialistes qui ont besoin de « chiens de garde » plus présentables pour calmer le mouvement populaire qui voudrait un véritable changement social, ce que ne veut, ni ne peut accorder, le capitalisme en crise.

Une véritable direction populaire ayant comme stratégie une lutte prolongée est devenue une nécessité vitale pour en finir avec les nouvelles formes du colonialisme qui perpétue le pillage des peuples opprimés, particulièrement en Afrique, et avec ce système en général, dans chaque pays, pour tous les peuples.

L'impérialisme, la bourgeoisie ne cèderont jamais le pouvoir de leur plein gré, il faudra le leur arracher par la force. C'est le seul moyen pour en finir avec le pillage, l'exploitation, l'oppression. Aucune autre voie ne nous permettra de sortir de la jungle où l'homme est un loup pour l'homme.

Aujourd'hui, les luttes allant dans ce sens, dirigées par une direction révolutionnaire, se déroulent en Inde où les forces révolutionnaires contrôlent un tiers du territoire où vivent plusieurs centaines de millions d'habitants, ou aux Philippines où la Nouvelle Armée du Peuple contrôle une partie du pays, au Pérou où malgré les tentatives d'anéantissement des forces révolutionnaires, la résistance n'a jamais cessé et reprend vigueur, ou encore en Turquie où la perspective révolutionnaire demeure. Dans de nombreux pays, y compris dans les pays impérialistes, les révolutionnaires ayant le même objectif se regroupent, construisent cette direction, cette organisation, pour en finir avec le cycle infernal de la renaissance du système sous des formes légèrement modifiées, voilées.

Les forces politiques dans notre pays se mettent en lice pour les élections de 2012, chacun avec des programmes qu'ils ont bien du mal à rédiger, car ils ne veulent pas d'une rupture totale avec le système en place ; ils ne peuvent que bricoler des réformes qu'ils ne pourront tenir. La crise profonde du capitalisme ne permet plus à la bourgeoisie de faire vivre correctement ses exploités.

Comme elle craint la révolte du peuple au coeur même du système, malgré le rôle des conciliateurs dont la fonction est de limiter les revendications ouvrières et populaires dans la limite acceptable pour la bourgeoisie, celle-ci durcit sa politique économique, renforce et concentre son appareil d'Etat, réprime toute contestation, limite les libertés, renforce l'appareil répressif (police, gendarmerie, justice), créé de nouvelles prisons, condamne les syndicalistes, les jeunes en révolte contre l'injustice. Comme on dit, « police partout, justice nulle part ».

Dans ce contexte, la bourgeoisie n'a plus et ne peut plus avoir un caractère révolutionnaire ; seule la classe des exploités représentant 90% de la population peut être révolutionnaire. C'est la raison pour laquelle on ne peut plus lutter pour la démocratie bourgeoise, mais celle pour le peuple, celle que nous procurera la révolution. C'est par une lutte populaire prolongée, en quelque sorte une guerre populaire, commençant par une résistance jour après jour de façon pacifique et semi-pacifique, qu'un véritable Front Révolutionnaire Anticapitaliste/Antifasciste et Populaire peut et doit se développer, comme doit se reconstruire une organisation regroupant les plus déterminés pour en finir avec ce système.

Il n'y a pas d'autre voie, sans le pouvoir, tout le pouvoir, les exploités et les opprimés ne pourront jamais changer la société. Cela se fera nécessairement car la bourgeoisie est en train de détruire la planète.

Suivre les conciliateurs, c'est creuser le lit du fascisme qui est déjà infiltré dans tous les pores de la société. Le fascisme c'est à terme la guerre généralisée contre les peuples, une nouvelle boucherie. Mener la lutte révolutionnaire qui aura un prix, c'est le combattre.

Nous appelons tous les révolutionnaires, tous ceux qui veulent en finir avec cette situation, à former des comités de luttes du FRAP, dans les quartiers populaires et partout où cela est nécessaire.

Le FRAP ne vous offre pas une rente de situation pour laquelle se battent les candidats à la gestion du système mais un poste de combat pour en changer complètement.

sommaire

Analyse

★ Le poignard dans le dos *(p.3)*

★ Comment sont traités les enfants de la révolution tunisienne *(p.3)*

Lutte de classe

★ Expulsé(e)s de la barre Balzac *(p.5)*

★ Fermons les portes du capitalisme *(p.8)*

(In)justice de classe

★ Compiègne : soutien à Xavier *(p.5)*

★ La liberté pour Cipriani *(p.5)*

Histoire

★ Pour la Cause du Peuple *(p.6)*

★ Lamémoire courte *(p.6)*

International

★ Message de Georges Abdallah *(p.7)*

Culture

★ La crise sur les planches *(p.8)*

Le poignard dans le dos...

Les municipalités de gauche sont censées soutenir les travailleurs en lutte, les mal-logés contre les expulsions.

A PARIS

Nous avons vu l'attitude la Mairie de la Paris, dirigé par un représentant du PS, appeler la préfecture à la rescousse pour faire expulser les tunisiens du 51 avenue Simon Bolivar dans le 19ème arrondissement et ainsi permettre leur arrestation, leur mise en centre de rétention et leur expulsion. Cela nous rappelle de mauvais souvenirs, où dans ce même arrondissement étaient raflés par la police de Vichy les milliers de juifs qui vivaient là. La destination est certes différente, mais la méthode est la même. Cela renforce les positions des fascistes et n'a rien à voir avec une politique au service des travailleurs.

A LA COURNEUVE

Dans un communiqué de la Municipalité dirigée par un élu PCF, datée du 28 avril, celle-ci dénonce les expulsés de la tour Balzac d'avoir « pris la décision de revenir à La Courneuve occuper un espace public », c'est-à-dire occuper la Place de la Fraternité au grand jour et dans l'unité plutôt que d'être à la rue de manière isolée et anonyme.

Elle s'en tient à, et d'une certaine façon approuve, « la procédure lancée par l'OPH 93 pour occupation illégale d'appartements de la barre Balzac, barre vouée à la démolition ». On est loin des occupations soutenues voire lancées par le PCF et les catholiques après la guerre en s'appuyant sur la loi de réquisition sans attendre l'aval du préfet mais en se lançant dans l'action au service du peuple.

La municipalité se justifie : « Les négociations tri-partites (Etat-ville-représentants des familles) avaient abouti à la prise en charge par l'Etat d'un hébergement provisoire […]. La municipalité avait […] mis à disposition les moyens logistiques permettant leur transport vers les différents hôtels ».

Au lieu de mettre à disposition un local provisoire qui lui a été demandé et qui a été refusé, ou au minimum, en attendant le relogement, de fournir des sanitaires du type que l'on trouve sur les chantiers, la municipalité tente de monter les travailleurs les uns contre les autres en arguant « que la municipalité n'a eu de cesse de rappeler et renforcer son engagement en faveur du logement social, de la rénovation urbaine, afin de répondre aux attentes légitimes des 1900 demandeurs de logements courneuviens ». En cela, non seulement elle n'a fait que son devoir sur la base du programme pour lequel elle avait été élue et ne répond en rien à l'urgence de la situation, mais pire encore, elle tente de dresser les demandeurs de logement social les uns contre les autres !

Et pour terminer, le communiqué précise : « La dégradation des espaces publics et l'entrave à l'accès des services doivent cesser immédiatement ». Il n'y a pas de dégradation de l'espace public, si ce n'est de considérer les SDF, les expulsés qui sont des victimes du système, comme des pollueurs que l'on ne saurait voir sous nos fenêtres. Ce que démentent par la solidarité les soutiens qui apportent généreusement leur aide aux expulsés.

Pour finir, « l'accès des services doit cesser immédiatement », autrement dit les expulsés ne devront plus avoir de besoins naturels.

La municipalité doit assumer ses responsabilités et les partis dont ils sont membres à Paris et comme à La Courneuve doivent désavouer l'attitude qu'ils ont adoptés envers les tunisiens à Paris et les expulsés sans logement de la Courneuve.

Comment sont traités les enfants de la révolution tunisienne

Les peuples du monde ont salué avec enthousiasme les soulèvements démocratiques arabes contre les régimes dictatoriaux des « chiens de garde » de l'impérialisme.

Les impérialistes et les contre-révolutionnaires à leur solde tentent de reprendre le pouvoir sous le voile de la « démocratie ».

En Egypte les militaires dirigent le pays tandis que les contre-révolutionnaires de l'ancien régime tentent de dresser les communautés religieuses les unes contre les autres.

En Tunisie les contre-révolutionnaires reconstruisent les réseaux du RCD, attaquent la population pour tenter de déclencher une guerre civile avant les élections. Il n'y a pas de travail ni pour les travailleurs, ni pour les diplômés. Le pays, qui vivait pour une large part du tourisme et des exportations, a vu diminuer ses recettes fortement.

Devant la misère et la répression contre-révolutionnaire qui se poursuit, de nombreux jeunes ont dû fuir le pays. Ils sont arrivés sur des bateaux de fortune au péril de leur vie, enfermés dans des camps en Italie qui n'avait qu'une hâte, se débarrasser d'eux. Des accords ont été passés entre Sarkozy et Berlusconi, les dirigeants de deux Etats impérialistes, de deux Etats policiers, dont le programme économique, politique et idéologique est la consolidation de la dictature de la bourgeoisie, dénommée démocratie, et qui apparait de plus en plus comme une forme de fascisme moderne.

On pourrait croire que la Mairie de Paris dirigée par la gauche aurait accueilli les bras ouvert les enfants de la révolution du 14 janvier. Il n'en a rien été. Ils ont tenté de diviser les centaines d'occupant harcelés et arrêtés par les « chiens de garde » du gouvernement à la porte de la Villette et réfugiés dans un immeuble vide de la ville de Paris au 51 avenue Simon Bolivar dans le 19ème. Leur manœuvre a fait long feu, alors ils ont appelé la préfecture pour les faire évacuer manu-militari par les CRS et les Gardes mobiles. Ils ont été enfermés dans les camps de rétention en attendant soit d'être refoulés en Italie soit d'être expulsés au nom de la démocratie.

Quand nous disons que la social-

démocratie fait le jeu du fascisme et que leur attitude montre quelle classe ils représentent (sûrement pas celle des travailleurs) !

Ce n'est qu'en soutenant et en prenant exemple sur les révoltes arabes dans les conditions de notre propre pays que nous mènerons notre propre révolte en unissant les ouvriers et travailleurs des couches populaires, quelles que soient leurs origines, que nous vaincrons les réactionnaires de tous poils et les impérialistes.

Vive la lutte unie des travailleurs de France !

★Un témoin des expulsions, du Comité de soutien et de lutte la Cause du Peuple – Paris *(infos à suivre sur le blog et sur le facebook de la Cause du Peuple)*

Droit de réponse des tunisiens expulsés du 51 avenue Bolivar au maire de Paris

Après notre surprise devant la décision inhumaine prise par le maire de Paris de nous expulser avec une grande violence par la police, la situation s'est aggravée et nous avons ressenti du mépris et de l'humiliation après sa déclaration selon laquelle nous sommes des enfants sans conscience qu'il serait facile de manipuler ou d'assujettir à la domination ou la charité, à l'expulsion et la répression, le maire de la ville y rajoute insulte et humiliation.

Et pour que les choses soient claires, il est important pour nous de rappeler que :

1/ Nous sommes les fils de la révolution du 14 janvier de Tunisie dont vous avez chanté les louanges de liberté et de démocratie ; la répression qui persiste dans notre pays nous a fait arriver en France (patrie des droits de l'homme) et vous êtes un des premiers à nous réprimer !!?

2/Dans votre déclaration, vous dites que le bâtiment dont vous nous avez expulsé n'était pas salubre à l'habitation, bien sûr que nous sommes dans l'attente de lieux pour s'organiser en liberté (et Paris ne manque pas de lieux appartenant à l'ancien régime payé avec l'argent du peuple tunisien) ; mais au vu des circonstances actuelles, ce bâtiment était bien mieux qu'être à la rue sous la menace permanente de la police, du froid et de la faim, et malgré tout cela, pour une fois nous nous sommes sentis libres dans cet immeuble du 51 avenue Bolivar.

3/ Que nous avons été en permanence au courant des propositions que vous avez dirigé vers nous :

Au début, on nous a proposé 150 places (100 dans un immeuble et 50 dans des chambres d'hôtels pour un seul mois, éventuellement renouvelable), il nous a même été dit que nous serions libres de nous réunir et de nous consulter dans cet immeuble, et bien que cette proposition allait nous diviser et nous désolidariser, des centaines de nos camarades tunisiens étant à ce jour à la rue, dans un esprit d'ouverture et afin de montrer notre bonne volonté aux autorités, nous avons accepté la proposition. Mais quelle a été notre surprise quand quelque temps avant de se diriger vers l'hébergement que vous nous aviez proposé, une délégation que nous avons envoyé afin de vérifier le lieu ; cette délégation nous a informé après avoir discuté avec des membres de l'association Aurore qui gère l'édifice, nous avons été surpris d'apprendre que l'on pouvait rester dans l'immeuble de 18H00 à 9H00 du matin, avec un couvre-feu à 23H00, qu'il était impossible de recevoir familles ou amis et qu'il serait impossible de se réunir pour discuter et de pratiquer notre liberté. Cette proposition revenait à vous commercer notre liberté, notre solidarité et notre dignité en échange d'un peu de confort très relatif pour un petit groupe favorisé d'entre nous. Cela nous a renvoyé aux pires heures du benalisme où l'on tentait d'acheter notre dignité et notre liberté contre un peu de confort et en corrompant une minorité d'entre nous, ce régime qui nous a tellement oppréssé et dont certains ont vanté les mérites ici.

4/ Enfin, 2 jours avant, des tunisiens qui avaient accepté le même type de proposition à Nice sont tombés dans un véritable piège où la police les a raflés en bas de l'immeuble.

Voilà, Monsieur le Maire, pourquoi comme des adultes matures et conscients, après discussion et analyse entre nous, nous avons refusé cette proposition humiliante. A l'heure où la répression continue en Tunisie, à l'heure où la Tunisie accueille 40 000 réfugiés lybiens, à l'heure où tout le monde chante les mérites des révolutions arabes dans les divans, vous, qui vous vous êtes toujours présenté comme un ami du peuple tunisien, vous qui êtes reçu depuis des décennies dans un esprit de fraternité, sans même avoir à présenter un visa, vous avez choisi d'exercer votre droit souverain de nous expluser, nous réprimer, nous livrer à l'arbitraire et à l'humiliation, c'est une chose. Mais en plus, vous nous avez humilié, calomnié en nous traitant comme des enfants immatures par voie de presse !!!

Ce temps est révolu, vive la liberté dans la dignité !

Merci Monsieur le Maire pour cette opération de répression, d'humiliation et d'insulte.

Les revendications en date du 15 mai :

Nous acceptons vos propositions à condition de nous garantir :
1. Un lieu collectif où se réunir et s'organiser.
2. Un engagement écrit du Maire de Paris qu'aucune intervention des forces de l'ordre n'aura lieu dans les logements et leurs abords.
3. Le Maire de Paris s'engage à trouver des logements pour le reste des tunisiens arrivés de Lampedusa à Paris.
4. De laisser le gymnase à notre disposition jusqu'à ce que tous les tunisiens soient relogés.
5. Une réponse dans les plus brefs délais.

★Les jeunes de la révolution tunisienne

Compiègne : soutien à Xavier Mathieu

Le 4 Mai 2011, Xavier Mathieu, animateur de la lutte des Contis, était convoqué devant le tribunal de Compiègne parce qu'il avait refusé de se soumettre au prélèvement d'ADN.

Ce prélèvement, au départ réservé aux délinquants sexuels, est appliqué à tous les retenus en garde à vue, qui sont de plus en plus nombreux. Du coup, il y a déjà plus d'1 million de prélevés ADN, un fichage ascendant de la population.

Le refus de prélèvement peut entraîner une condamnation à un maximum de trois ans de prison et/ou à 10 000 € d'amende.

Dans le cas de Xavier Mathieu, il s'agit de s'acharner sur un responsable syndical qui a mené avec ses camarades de lutte un combat exemplaire contre la multinationale Continental en obtenant pour tous des indemnités importantes faute d'avoir pu empêcher la fermeture de l'usine de Clairoix.

Plus de 300 travailleurs de Continental de Picardie et de la région parisienne ont défilé à Compiègne et participé au rassemblement soutenu par les organisations politiques et syndicales.

Le procureur a demandé au nom de l'Etat harceleur un mois de prison avec sursis. Le jugement aura lieu le 28 Juin ; soyons prêt pour de nouveau aller soutenir Xavier Mathieu contre la justice de classe.

Cette lutte a été particulièrement éducative pour la classe ouvrière car elle a unifié l'ensemble des travailleurs de l'usine au-delà de l'appartenance syndicale et contre l'esprit de conciliation de la direction de la CGT, dont Xavier Mathieu est délégué. Elle a soudé les travailleurs autour du Comité de lutte et est un bon exemple de comment unir sur une base de lutte de classe les travailleurs de diverses appartenances syndicales aussi bien que les non-syndiqués.

Pour nous, cela rentre dans la perspective de la formation du FRAP.
★P.-R.

Expulsé(e)s de la barre Balzac : la lutte continue !

Ce mercredi 11 mai s'est tenu le rassemblement hebdomadaire en soutien aux expulsé(e)s de la barre Balzac - occupants de la Fraternité à la Courneuve.

Les soutiens extérieurs s'élargissent et chacun apporte ce qu'il sait faire. Des associations et individus viennent apporter de l'eau, de la nourriture, des couches,... d'autres passent dire bonjour et discuter avec les familles. Telle organisation va apporter le soutien juridique nécessaire et faire marcher son réseau, une autre veut mobiliser les états-majors des partis et les militants associatifs.

A la Cause du Peuple, nous continuons de faire ce que nous faisons depuis le début : aller aux masses, engager la discussion et mobiliser le soutien populaire, en lien direct avec les familles et leurs représentants.

Rien de nouveau ici : « Deux principes doivent nous guider : premièrement, les besoins réels des masses et non les besoins nés de notre imagination ; deuxièmement, le désir librement exprimé par les masses, les résolutions qu'elles ont prises elles-mêmes et non celles que nous prenons à leur place, » (Mao Tsé-toung, *« Le Front uni dans le travail culturel »*, 30 octobre 1944).

C'est comme cela que la lutte s'encre dans le quartier et gagne, petit à petit, un soutien grandissant. Mais tout en s'encrant localement, la lutte s'élargit également au département, à la région et grâce aux technologies de l'information, au niveau national. Car la lutte que mènent les 80 familles de la place de la Fraternité dépasse largement le cadre local. Aujourd'hui ce sont elles et eux qui luttent à la Courneuve mais demain ce seront d'autres familles, sans-abris, mal-logés qui lutteront à Marseille, Clermont-Ferrand, Lille, Rennes,

Et ce sont ces luttes là qu'il faut préparer dès maintenant, en semant les graines de la révolte contre ce système pourrissant !

★Comité de Soutien et de Lutte - la Cause du Peuple 93

ALERTE

Le campement risque de se faire expulser. Suivez les nouvelles sur le blog lacausedupeuple.blogspot.com et sur le facebook de la Cause du Peuple.

RENDEZ-VOUS

Manifestation de soutien
le mercredi 25 mai 2011 à 14 heures
à la préfecture de Bobigny.

La liberté pour Georges Cipriani...

Georges Cipriani, injustement réincarcéré depuis le 15 avril, est sorti aujourd'hui de la prison d'Ensisheim. Il va enfin pouvoir reprendre son travail et rentrer chez lui chaque soir, libre.

Après l'audience de la semaine dernière, la cour d'appel de Paris a en effet rapidement confirmé le jugement en première instance, qui avait été contesté par le parquet général.

Le 4 mai commence donc pour Georges l'ultime parcours judiciaire, long encore de cinq années d'une liberté sous conditions et assortie notamment de sévères restrictions de déplacement.

Le Collectif : « Ne laissons pas faire ! » salue le courage et la force dont Georges a fait preuve durant près d'un quart de siècle, jusqu'au bout de sa peine. Comme Joëlle Aubron (que la maladie a emportée il y a cinq ans), Nathalie Ménigon et Jean-Marc Rouillan, la longue résistance de notre camarade a vaincu l'anéantissement que l'Etat avait programmé pour les prisonniers révolutionnaires.

Nous restons vigilants dans cette période, où aucun des trois militants d'Action Directe n'est encore totalement libre : Nathalie vit sa troisième année de liberté conditionelle et Jean-Marc sera en semi-liberté à partir du 19 mai, après plus de deux ans et demi de réincarcération.

★ Collectif « Ne laissons pas faire ! » le 3/5/11

Pour la Cause du Peuple...

« Je voyais que ça n'avait aucun sens de continuer comme ça.

Qu'il fallait qu'on se retrouve ensemble, même ceux qui avaient peur, même ceux que la famille empêchait de lutter. La lutte que je mène ici et la lutte que je mènerai chez moi, c'est la même. La question de l'unité avec les travailleurs français doit venir des travailleurs immigrés parce qu'ils sont beaucoup plus disposés à s'unir. [...]

Je lutte pas uniquement pour retourner chez moi, mais pour faire la révolution ici en France et chez moi.

Si les travailleurs immigrés sont une force pour la révolution en France? Sûrement. S'il n'y a pas de participation des ouvriers immigrés dans la révolution en France, il y aura peut-être quelque chose mais ce ne sera jamais une révolution en France, il y aura peut-être quelque chose mais ce ne sera jamais une révolution, ce ne sera jamais les ouvriers au pouvoir.

Tous les ouvriers immigrés doivent penser comme moi, mais pour nous, les Arabes, c'est rare de penser qu'on est définitivement en France, alors beaucoup disent : » Ça va me servir à quoi ? D'accord je suis exploité, les ouvriers sont exploités, il faut lutter mais on va retourner chez nous et ça va pas servir à grand-chose. « Moi je pense que si on lutte pas ici, on va rien faire chez nous non plus. [...]

C'est pas tant la peur de la répression qui empêche les immigrés de lutter mais qu'ils ne voient souvent pas le but de la lutte qu'ils vont mener.

Les ouvriers français de leur côté, se rendent pas compte encore des conditions réelles de la vie des immigrés, parce que s'ils se rendaient compte, il y aurait beaucoup de choses de changées. Sur l'unité avec les Français, avant, je pensais qu'il y avait des Français pas racistes, mais qu'en général, ils étaient tous des racistes. Je pensais pas qu'un jour des Français puissent s'unir comme des frères pour mener une bataille où les risques et les buts sont les mêmes, comme on le fait maintenant.

Je me disais : il y aura peut-être des exceptions comme pendant la guerre d'Algérie où il y a des Français qui ont participé au truc, mais je pensais qu'il y avait beaucoup d'idées racistes chez les Français.

Maintenant je le pense plus et je vois qu'on avance à grands pas vers l'unité entre les immigrés et les Français. Si la majeure partie des Français ont des réactions racistes, c'est qu'ils tombent dans le panneau des patrons, mais jamais ils tombent au point de se mettre contre la lutte des immigrés. Ils disent que les immigrés c'est une chose, eux, c'est autre chose.

Pourtant je sens que ça a changé et que ça change de plus en plus, parce que les travailleurs français sentent de plus en plus leur exploitation. Avec la nouvelle génération d'ouvriers français c'est beaucoup plus facile. Les jeunes échappent à l'expérience des vieux ouvriers français. J'ai discuté avec pas mal d'ouvriers français. Le niveau de conscience des vieux ouvriers est vachement net sur la question des patrons, mais sur la question des immigrés, c'est dur. Le barrage de la langue n'est pas le principal parce que les immigrés, dès qu'ils sont en France, font beaucoup d'efforts pour parler le français. L'alphabétisation, c'est une bonne chose pour la compréhension entre les ouvriers, mais la question de l'unité c'est dans la lutte à l'usine que ça va s'apprendre, en multipliant les luttes ici et en soutenant les luttes des peuples arabes.

L'étape de la prise de conscience et l'étape de l'agitation sont largement dépassées. On est dans une étape beaucoup plus sérieuse, il faut penser à l'organisation. Maintenant, on peut parler d'une force des travailleurs en France. La question de la Révolution française et de la Révolution arabe est très liée. »

★Interview de Mokhtar, ouvrier marocain ex-gépiste, 1971

La mémoire courte ou dites le avec des fleurs

Devinez ce qui me met en colère le jour du premier Mai, c'est son défilé et le «achetez mon joli brin de muguet» ! Bien sûr je ne parle pas du vendeur occasionnel qui bat le pavé depuis quelques heures déjà et qui attend ce jour pas comme les autres puisqu'il est toléré de faire quelques sous, sans être traqué par l'impôt sur les grandes fortunes. Mais je fais référence aux militants qui aux premières heures de la matinée vendent du muguet pour motiver leur engagement internationaliste va savoir. Mais enfin comment casser le mythe d'une nostalgie qui se réclame du muguet le 1er mai, depuis des années une ambivalence sur le 1er mai avec muguet et défilé ou sa controverse le 1er mai sans muguet et Révolutionnaire à souhait. Anti-capitaliste, anti-impérialiste, anti-fasciste. Et ce n'est pas trop en demander quand on pense que les Sarkozi, Berlusconni pourvoyeurs de profit aux bons soins des Barons du grand Capital préparent notre avenir en semant la pauvreté affaiblissant nos volontés comme nos capacités de révolte. Ce qui fait dire à certains : la nostalgie n'est plus celle qui était, en espérant que celle ci ne deviendra pas celle de la collaboration. Pétain l'a espéré et il a trouvé. Et bien sûr nous ne nous attendions pas, et loin de là, à ce que en 2011, Marine le Pen adopte la stratégie du muguet (que la France des gauches a adopté sans difficultés) avec un opportunisme que j'appellerais la stratégie du vide. Pétain décréta le 1er Mai chômé (non payé) et baptisé « la fête du travail » pour désamorcer les luttes de conscientisation UNIVERSALISTES ET INTERNATIONALISTES. Il invita les travailleurs à flâner en famille dans les bois pour y chercher du muguet. C'est là que Gaston Monmousseau de la cgt, dirigeant émérite d'un syndicalisme de combat, eût l'idée pour casser cet ignoble endoctrinement de s'adresser aux travailleurs en ces thermes poétiques :

« Travailleurs n'allez pas cueillir le muguet blanc le jour du 1er Mai car ce jour il est rouge du sang des ouvriers. »

Depuis … Qu'avons nous encore oublié ? Tant et tant de choses sur lesquelles nous ne pouvons plus compter qu'il nous faudra à nouveau réinventer, pour cela pas besoin de muguet ni de défilés. Mais de la volonté animée par l'intelligence des luttes. ★ Luis Léra

Message de Georges Abdallah

Le texte ci-dessous est la transcription du message de Georges Ibrahim Abdallah, transmis depuis la prison de Lannemezan et diffusé le 15 avril 2011 lors du meeting de Toulouse « Les luttes populaires au Maghreb ».

Rappelons que Georges Abdallah est un communiste révolutionnaire arabe, militant de la cause palestinienne, emprisonné en France depuis plus de 26 ans.

Cher(e)scamarades,cher(e)sami(e)s,

En l'espace de quelques semaines tout un monde a changé : du Maroc au Yémen, de la Tunisie à Oman, de la Jordanie à l'Irak et à Bahreïn, de l'Algérie à la Syrie et au Liban, et l'Égypte redevient «Oum el dounya», la Mère du monde.

C'est toujours vrai : si les conditions sont bonnes «une étincelle peut mettre le feu à la plaine» et du coup, celle-ci n'est plus ce qu'elle était ; elle a complètement changé, et tout le monde ou presque est pris au dépourvu… Qui aurait pu imaginer, il y a seulement quelques mois, que Moubarak et sa clique seraient amenés en prison ou devant un juge en Égypte ! Et oui, camarades, Moubarak et ses deux fils et la plupart de sa clique sont déjà en prison ou en résidence surveillée en Égypte. Cette Égypte qui, en un rien de temps, s'est débarrassée de sa peur et de sa torpeur. Hier encore, le rapport des Nations unies «sur le développement humain en Égypte» disait à propos de la «culture de peur» que moins de 3 % seulement des Égyptiens sont disposés à signer une pétition de protestation ou à participer à une manifestation…, moins de 3 % seulement !

Et la voilà aujourd'hui, «Oum el dounya», avec ses millions d'hommes et de femmes dans la rue incarnant et amplifiant à l'infini l'indignation et la révolte de l'Immolé de Sidi Bouzid ; et de la place Tahrir à toutes les villes du monde arabe la révolte se propage et la détermination s'affirme ; et du coup, la peur change de camp. Rien ne sera plus comme avant ; ni les baltagia [voyous du pouvoir] et autres nervis des régimes en place depuis une éternité, ni les milliers des moukhabarat [police secrète] ou autres services de répression ne pourront endiguer le torrent révolutionnaire des masses populaires.

Camarades, de derrière ces abominables murs où je me trouve depuis un certain temps, je ne peux qu'être admiratif et quelque peu émerveillé devant l'ampleur de ce mouvement et l'émergence devant nos yeux de ce monde arabe nouveau. Bien entendu, à partir d'une prison, il est toujours assez difficile de saisir la complexité d'un processus révolutionnaire en cours, à plus forte raison si l'on se trouve à l'aube d'une nouvelle époque. La crise mondiale du capitalisme

qui a éclaté en 2008 constitue le cadre global de toute cette nouvelle époque. Et tout naturellement le changement en cours dans le monde arabe s'inscrit d'emblée comme facteur déterminant dans le cours de cette crise. Abordées sous cet angle, les tâches des révolutionnaires et plus particulièrement des communistes, des deux bords de la Méditerranée, devraient inciter les uns et les autres à mettre l'intérêt international du prolétariat au premier plan de leurs activités. Tout au long de ces parcours de lutte où les soulèvements de masses dans les différents pays arabes constituent seulement des moments distincts dans le cheminement du processus révolutionnaire aussi bien national qu'international, les discussions, les débats ainsi que l'élaboration des diverses perspectives communes seront appelés à être intensifiés en vue d'une meilleure disposition des forces anticapitalistes anti-impérialistes.

Plus que jamais, camarades, affirmons le combat commun au quotidien et faisons en sorte que chaque pas en avant pour les uns le soit aussi pour les autres.

Camarades, nous ne sommes qu'au début d'une longue phase de transition entre un monde arabe déjà mort et un autre tout juste naissant… Nous voyons à l'œil nu l'interpénétration des traits pourris de cette époque révolue et pas encore complètement enterrée et les traits à peine dessinés de ce nouveau monde en devenir… Certainement la transition, comme toujours, est fonction des aléas des rapports de forces réellement existants entre les composantes sociales des divers pays arabes dans le cadre global de la crise mondiale du capitalisme. Tout naturellement, face au mouvement révolutionnaire des masses populaires, la dictature des régimes capitalistes en place peut tomber plus rapidement dans un pays que dans un autre…, seulement ce qui est inéluctable pour l'avènement du nouveau monde arabe c'est la chute de tout ce système capitaliste qui n'est plus qu'un ensemble de facteurs en crise explosive.

Camarades, ensemble nous vaincrons, et certainement ce n'est qu'ensemble que nous vaincrons !

À bas les dictateurs et leurs régimes capitalistes !

À bas les impérialistes et leurs chiens de garde !

Non à toutes les interventions militaires impérialistes sous n'importe quelle forme !

Honneurs aux martyrs et aux masses populaires en lutte !

Ensemble, camarades, nous vaincrons !

Mes salutations les plus chaleureuses à vous tous, camarades !

Votre camarade Georges Abdallah

★ Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah

Fermons les portes du capitalisme

Depuis la crise financière de 2007, le système capitaliste se trouve à un tournant de son histoire. Alors que les responsabes de la crise sont dans les gouvernements et les sièges des institutions bancaires, ce sont à nouveaux les classes populaires qui paient aujourd'hui les pots cassés de leur crise. Ainsi, les institutions capitalistes (gouvernements, banques, FMI, multinationales,...) ne font pas que sauver leur système : en multipliant les plans d'austérité ou les réformes antisociales sur le dos des travailleurs, elles permettent au système de renforcer ses mécanismes et sa mainmise sur les classes populaires.

Nous, jeunes, parce que nous sommes directement affectés par la précarité et le chômage, nous sommes les plus touchés par cette gestion de la crise tout comme les femmes, victimes des discriminations sexistes et les immigrés qui doivent faire face aux discours xénophobes et réactionnaires.

Si notre avenir s'obscurcit de jour en jour parce que nous voyons les pires difficultés arriver,la résignation et le défaitisme demeurent nos pires ennemis. Au sein de ce portrait sombre qui domine nos esprits, nous devons entendre les cris d'espoirs des jeunes révolutionnaires d'Afrique du nord.

FERMONS LES PORTES AU CAPITALISME ET CONSTRUISONS LE SOCIALISME !

On nous présente le capitalisme comme un modèle établi, incontestable, comme l'unique système capable de garantir la dignité de l'être humain. Mais, il est lui-même aujourd'hui responsable, aux quatre coins du monde, des pires inégalités, cela nous révèle son absurdité.

La jeunesse a de tout temps réussi à renverser des situations considérées comme bloquées.

Il est clair que c'est en grande partie sous l'impulsion de la jeunesse que nous renverserons le capitalisme, que nous lui fermerons définitivement les portes pour que nous puissions enfin décider de notre modèle socio-économique et le construire.

Parce que nous refusons le principe même de l'exploitation de l'homme par l'homme et que nous rêvons du socialisme : un modèle collectif, solidaire, qui ne laisse personne sur le « bord de la route », organisons-nous et prenons le chemin de la lutte.

Construisons le pays basque de demain, un pays basque libre et solidaire.

★ SEGI *(voir www.sceltapara.org/segi.pdf pour les photos du murage de banque et pour la déclaration en basque)*

La crise sur les planches

Au Cent Quatre, à Paris 17ème, il y a un spectacle étonnant dans le cadre de la manifestation : « Paris en toutes lettres ». Il s'agit de la lecture (par des acteurs connus), d'une pièce en alexandrins intitulée : « D'un retournement à l'autre. Comédie sérieuse sur la crise financière ». L'auteur, Frédéric Lordon, est économiste et il est connu pour ses essais sur la mondialisation financière : par exemple « Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières. »

Comme son titre l'indique, la pièce est un divertissement sérieux et pédagogique. En fait, c'est sous la forme d'une farce, un portrait dévastateur des élites dirigeantes et de leur conduite des affaires lors de la dernière crise financière. C'est une farce plutôt sinistre, il faut en convenir.

Le rideau s'ouvre sur « ces Messieurs les Banquiers, son altesse le Président de la République française, (Denis Podalydès), Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Gouverneur de la Banque centrale et le petit peuple des conseillers de la Cour. »

Présentations faites, la pièce peut commencer : lessivés par la crise des désormais célèbres « subpraïmes » (sic) les Banquiers s'apprêtent à sonner à la porte de l'Etat pour lui demander de mettre la main au porte-monnaie avant que le résultat de leurs acrobaties ne fasse exploser les dettes publiques et conduise à la rigueur pour tous, pour tous les autres qu'eux.

C'est une forme particulière, et inattendue, celle de l'alexandrin, qui est ici convoquée pour mettre en scène la crise de la finance mondiale. La solennité de l'alexandrin mais en même temps et en contraste, la farce réjouissante d'un vocabulaire très cru qui appelle un chat un chat et qualifie une magouille merdique comme il convient dans une entreprise de destruction implacable. On se dit qu'il fallait peut-être l'ambivalence d'un vers qui convient aussi bien à la tragédie qu'à la comédie pour décrire la déconfiture d'un système aux abois et l'acharnement bouffon de ses représentants à le maintenir envers et contre tout. La forme vient renforcer la charge.

Mais ce que ces « élites » aveuglées par leur domination et déjà disqualifiées par l'Histoire, ne voient plus c'est qu'un retournement peut en cacher un autre.

Et celui des marchés annoncer celui du peuple.

On est étonné et ravi de cette conclusion optimiste révolutionnaire ! ★ M.

abonnement/contact

La **Cause du Peuple** vit **par et pour les luttes**. Ce journal est le fruit du travail d'une **équipe de militants et de militantes**.

Votre **participation** au journal est **importante** :

★Devenez **correspondant** (envoi d'informations sur les luttes de votre région ou autre) et/ou **diffuseur du journal** dans votre ville, département, région

★**Ecrivez nous** pour réagir aux articles ou **envoyez** directement vos articles à la rédaction

★**Collez** des affiches et autocollants de la CdP autour de chez vous (à demander par mail ou par courrier)

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★**Abonnez-vous**
(20€ = 1 an - 12 numéros - ou plus pour soutenir).

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS
lacausedupeuple@gmail.com
http://lacausedupeuple.blogspot.com

Imp. Spé.